

# LYS ROUGE

N° 3  
- 1978

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDES ROYALISTES

5 FRANCS



LES TRAVAUX DES CELLULES

PROPOSITIONS POUR L'ECOLE

AUTOGESTION-REVOLUTION-AUTONOMISME-ROYALISME

## POURQUOI LES CELLULES ?

=====

Nées le plus souvent à l'occasion des forums des Journées Royalistes les cellules regroupent les militants royalistes *par thèmes de recherche* :  
Urbanisme, Economie, Philosophie, Relations Internationales, Enseignement, Etat  
Médecine . . . .

Loins de vivre en vase clos, elles s'ouvrent à tout ce que notre époque peut apporter de fécond et s'adressent aux militants soucieux d'approfondir leur argumentation. Voilà pourquoi cinq cellules se sont concertées pour publier dans ce numéro du LYS ROUGE quelques points de repère sur leur réflexion.

Chaque cellule l'exprime à sa manière :

- Pour la cellule URBANISME l'immense problème du logement et de ses frustrations peut déboucher sur une révolution libératrice qui mettra fin à la plus grande injustice.  
( par Michel GIRAUD )
- Le cercle ENSEIGNEMENT soumet des propositions à la libre discussion  
( par Jean-Pierre LEBEL )
- la cellule ECONOMIE nous livre en avant première ses impressions sur le livre de Jacques Beaume "L'économie sauvage"  
( par Albert LEFRANCOIS )
- Gérard Leclerc interrogé par la cellule PHILOSOPHIE refait pour les lecteurs du LYS ROUGE l'itinéraire des nouveaux philosophes.
- Enfin La cellule SYNDICALISME indique en quelques lignes l'esprit de son combat.  
( par Jean-Michel BERTRAND )

Ces textes visent à stimuler la recherche. Tous les royalistes sont invités à rejoindre les cellules pour travailler à la rédaction d'un nouveau PROJET ROYALISTE.

Le comité de rédaction

## URBANISME

## ET

## CADRE DE VIE

L'histoire de l'Humanité est celle des mal-logés. Le privilège d'un habitat agréable n'a guère été partagé que par les classes supérieures de la Société.

Pour l'immense majorité, c'est la mesure paysanne ou l'échoppe de l'artisan qui loge pêle-mêle toute la famille près de demeures seigneuriales ou de palais urbains qui amélioreront au fil des temps l'art de vivre pour quelques familles soucieuses de célébrer la "lignée" ou de marquer la réussite de leur état.

Il faudra attendre que la pierre remplace progressivement le bois pour que le logis apporte une meilleure sécurité. Mais quelle lente découverte du confort ! Lewis Mumford montre très bien dans la "cité à travers l'histoire" que même les classes aisées se sont imposées en Europe occidentale des contraintes de toutes sortes (refus de l'ensoleillement, ouvertures minuscules, enfilades de pièces ne permettant aucune intimité) que nous trouverions aujourd'hui insupportables.

Alors, que dire de ceux qui subissaient la misère. Si le génie de certaines maisons rurales nous étonne par son accord avec le sol et le paysage, par l'ingéniosité des aménagements favorisant l'activité agricole, nous savons que les conditions de vie y étaient difficiles. Michel Ragon, cet autre historien des villes, le souligne sans cesse à l'intention des citadins qui aménagent aujourd'hui une "chaumière" ou un "moulin" avec toutes les ressources du confort moderne.

Et lorsque l'exode rural a conduit des milliers de déracinés autour des usines, les abords des villes ont reproduit au XIXe siècle -par le biais d'honnêtes bourgeois spéculant sur les "maisons de rapport"- la misère paysanne, en ajoutant à la promiscuité du logement des densités asiatiques à l'échelle de tout un quartier. Inutile d'insister sur la régression inouïe de la qualité de vie qui fut imposée à des êtres sans défense plongés dans l'enfer du travail industriel.

Même si les conditions matérielles ont changé, nous vivons toujours sur cette lancée : le logement est une simple marchandise soumise au jeu de la loi de l'offre et de la demande. Aux plus riches le cœur des villes ou les abords résidentiels, bien à l'abri des pollutions industrielles, aux plus pauvres le reste c'est-à-dire le non-choix et la résignation devant cette autre "loi d'airain".

Qu'importe si à l'image d'une bourgeoisie oisive ramassant méticuleusement ses "loyers" s'est substituée celle d'organismes impersonnels : promoteurs, sociétés d'HLM, organismes de crédit, banques d'affaires ou Compagnie d'Assurances, spéculateurs comme vous pourriez l'être - vous aussi ! - Si vous décidiez de "placer" votre argent dans l'immobilier. La situation est toujours la même. Indéracinables sur le sol urbain qu'ils se sont appropriés, les titulaires de l'argent imposent à l'habitat une spirale ascendante des prix qui étouffe celui qui au départ ne possède rien. Tandis que les profits illégitimes se multiplient, la majeure partie des salariés ne peut que subir ou s'enchaîner au travail à vie pour devenir propriétaires dans vingt ans d'un bien qu'ils n'auront même pas vraiment choisi.

La génération actuelle des vingt-trente ans, à moins de bénéficier des fruits du travail de générations antérieures ou de très hauts salaires (cas peu fréquent), est dans cette situation. Même chose pour tous les petits ou moyens salariés.

Phénomène quasi-universel dans les grandes villes, sous tous les climats : l'imbrication du profit et de la croissance fulgurante des villes et telle qu'on se trouve devant une donnée majeure de notre civilisation marchande. Modifier le cours des choses ? Tâche titanesque devant laquelle on se sent pris de lassitude et de découragement.

Et puis n'est-il pas préférable de jouer le jeu ? Avec le temps, les ressources d'une famille augmenteront - en particulier chez les cadres - et permettront d'accéder à ce qui paraît aujourd'hui hors de portée. Tentation évidente et quotidienne de faire "cavalier seul" ! Après tout comment reprocher à une famille d'améliorer son sort.

Mais les autres, ceux qui ne s'en sortiront pas ?

Et puis passer sa vie à toujours "gagner plus" au sein de contraintes professionnelles toujours plus absorbantes, n'est-ce pas abdiquer sa liberté devant un système tyrannique que rien ne justifie ? Le fruit du travail individuel ne pourrait-il être utilisé autrement ?

Et si nous avions le courage d'aborder le problème de front, de viser un résultat à la mesure de nos aspirations et d'adapter techniques et techniciens pour y arriver ? Et si au lieu de nous couler dans un habitat tel qu'il existe - à la manière du bernard l'ermite - nous imaginions un habitat fait pour nous, avec nous ?

Beaucoup d'idées sont dans l'air. Il leur manque un grand projet. Les royalistes ne devraient-ils pas favoriser la réflexion et l'action en ce domaine ?

+ +  
+

Pour saisir les difficultés que poserait une révolution de l'habitat et de l'urbanisme, nous proposons quatre domaines de réflexion qui devront déboucher sur des propositions dans un avenir proche.

Un plan détaillé des points résumés ci-après paraîtra, qui permettra une recherche commune approfondie.

## L'ASPECT JURIDIQUE

L'examen de la législation et des diverses réglementations s'impose dans la mesure où les quelques articles du code civil sur la propriété sont repris dans un foisonnement de textes réunis désormais dans le "code de l'urbanisme". Le droit reflète donc dans ce domaine la modification des comportements et se propose comme agent de transformation des réalités.

L'étude des mesures législatives (loi foncière, sur l'urbanisme, sur l'aide au logement, sur les architectes) nous indiquera la portée des innovations et leur aptitude à affronter le mal du siècle : la spéculation foncière.

Nous verrons donc, s'il s'agit de mesures spectaculaires et efficaces ou au contraire de dispositions de détail et de réglementations conservatrices des privilèges acquis.

Enfin l'examen des solutions étrangères (ex. Pays-Bas, Grande-Bretagne) ou proposées par certaines familles d'esprit (socialistes, partisans de la municipalisation des sols...) nous permettra d'énoncer à notre tour quelques propositions.

## TRANSFORMER LES MENTALITES

Il s'agit, grâce à une analyse des mentalités chez les acteurs de l'aménagement ou de la construction (urbanistes, architectes, entreprises, Bureaux d'Etudes, fonctionnaires de l'Equipement, grands promoteurs, fabricants de maisons individuelles) de contribuer à faire sauter quelques verrous mentaux. L'esprit de caste et la volonté de puissance ne doivent pas faire oublier à ceux qui modèlent la cité d'aujourd'hui qu'il est des formes de participation plus qu'opportunes, et que dans le sujet que nous évoquons, l'habitant est le premier intéressé.

De la même façon, l'habitant doit se persuader qu'il a son mot à dire. Pas seulement en s'opposant, par exemple dans une association de défense, aux initiatives imposées d'en haut, mais en proposant, grâce à des procédures de concertation pouvant aller, à la limite, jusqu'à l'auto-conception (faire les plans de sa maison) ou l'auto-construction dans un cadre communautaire donné.

Il faudra combattre ce qui paraît aujourd'hui inévitable, dire que la maison ne se réduit pas à une marchandise, négociable, que les profits illégitimes sont le fait de classes très différentes (le propriétaire rural qui s'enrichit en vendant sa terre, l'Eglise, la SNCF, tous ceux qui spéculent "sans le savoir" sur leur propre maison), que la fuite hebdomadaire vers la maison de campagne est un moyen d'abdiquer ses responsabilités dans la ville, (et que c'est là une lâcheté, l'argent avantageant toujours les mêmes à la ville et à la campagne alors les plus déshérités restent sans possibilité de défendre leurs intérêts, sans espoir d'améliorer leur sort.

## L'ELIMINATION DU PASSIF

Si la réglementation actuelle préserve les situations acquises, elle arrivera souvent trop tard, notamment pour les centaines de milliers de banlieusards. Sont-ils condamnés à l'enfer concentrationnaire ? Combien de temps ces erreurs se poursuivront-elles ? Cent ou cent cinquante ans ? Combien de générations sacrifiées ?

Le mal est déjà fait : autoroutes urbaines, usines dans la ville, surdensité de logements. Faut-il par exemple conserver telle quelle autour de Paris la ceinture industrielle ?

Certains grands ensembles ne peuvent subsister. Des réalisations architecturales qui flattent le caprice de l'architecte mais révulsent le goût des habitants doivent être modifiées ou remplacées. En architecture rien n'est irréversible. L'ingéniosité des techniciens saura trouver les procédés de destruction adaptés aux cas concrets.

Ces problèmes sont, cependant, encore complètement ignorés. Selon le degré des "nuisances", des populations s'intègrent par vagues successives remplaçant celles qui ont la chance de s'en sortir. Il y a toujours celui qui acceptera d'être logé à n'importe quelles conditions : le quart-monde ou l'immigré, véritables perdants de ce jeu féroce ou l'on trouve toujours plus pauvre que soi.

## L'EXPERIENCE DES VILLES NOUVELLES

Il y a aussi les villes telles qu'elles naissent aujourd'hui à partir de rien. Toutes les disciplines du savoir se sont superposées pour aménager logements, zones d'activités et animation à travers les projets de "villes nouvelles" : Le Vaudreuil, Evry, Cergy ou Marne-la-Vallée etc...

Ces villes sans passé ont-elles un avenir ?

Bien que différentes par leurs caractéristiques, elles possèdent toutes un point commun : aucune concertation n'a présidé au développement de ces petites merveilles de programmation où n'habiteront jamais ceux qui les ont conçus. Pourquoi les cadres des entreprises installées dans les zones d'activités du Vaudreuil préfèrent-ils aménager une ferme normande à quelques kilomètres plutôt que d'habiter sur place ? Pourquoi ces villes se polarisent-elles autour de la Préfecture ou de l'hyper-centre commercial, nouveaux temples de notre Société ?

Et pourtant il faudra bien construire des villes nouvelles pour éviter d'asphyxier les centres historiques par des banlieues sans fin, comme cela est le cas dans les métropoles régionales. Comment construire un nouveau quartier, réanimer les communes désertées, donner à la ville l'agrément de la vie quotidienne ? A l'horizon 2000, des millions de logements nouveaux devront voir le jour.

D'où toute une réflexion sur les éléments constitutifs d'une ville et la réaction des habitants : pourquoi aime-t-on tel type de logement, tel quartier ? ne peut-on combiner innovation et réhabilitation de l'habitat traditionnel ? Il s'agit de construire intelligemment au rythme d'une décentralisation voulue.

Lorsque nous émettrons des propositions, nous supposerons résolus un certain nombre de problèmes parallèles à celui de l'urbanisme, par exemple la décentralisation administrative depuis la région jusqu'à la communauté de communes, le contrôle de la région sur les emplois, la volonté d'arrêter la croissance des grandes villes ou l'existence de procédures de concertation type référendums locaux.

C'est la référence à un projet d'ensemble qui nous permettra d'avancer des solutions audacieuses. Mais il est fréquent de voir les meilleures idées s'effilochoer dans le découragement et l'impuissance.

Nous voulons au contraire greffer ces espoirs sur une immense révolution libératrice.

Pour une raison simple : l'amélioration réelle de la vie de tous les jours, pour une mère ou un père de famille prisonniers d'un petit appartement, pour ceux du "troisième âge" exilés dans des ghettos, pour tous ceux qui souhaiteraient retrouver la sociabilité plutôt que la solitude dans la foule, représente une espérance vraie répondant à l'angoisse, au mal de vivre, au vertige devant tant de rêves devenus irréalisables aujourd'hui.

Il est vrai que tout le monde ne le ressent pas ainsi. Habitué depuis leur enfance aux salons de style et aux demeures familiales -dont ils sont légitimement fiers- certains ne se sont jamais posé la question et ne se sentiront qu'à moitié concernés par ces problèmes.

Pour nous, reconquérir l'espace vital, les racines dans un cadre de vie qu'on aime, l'équilibre dans la méditation ou dans des activités variées à l'endroit où l'on habite, à commencer par sa propre maison, ce serait enfanter une autre civilisation pour tout le monde et pas seulement pour quelques uns.

Etre mal logé aujourd'hui alors que notre Société est riche, c'est un grand scandale, et sans doute la plus grande injustice subie quotidiennement par des millions de Français.

Tant que subsistera cette injustice, nous nous en sentirons responsables. Illustrons notre royalisme par des propositions de nature à rendre à chacun toutes ses chances de connaître une vie de chaque jour plus heureuse et mieux maîtrisée à travers un tissu urbain tel que les habitants la désirent.



## PROPOSITIONS POUR L'ECOLE

- - - - -

par Jean-Pierre Lebel

cercle Enseignement

- - - - -

A aucune autre époque de notre histoire les Français n'ont autant investi dans l'éducation que maintenant. Le budget de l'Education Nationale représente plus de 20% des dépenses de l'Etat et quelque 6% du Produit national brut. Le ministère de la rue de Grenelle dirige ou est censé diriger quelque 800 000 fonctionnaires ce qui en fait la troisième firme mondiale par le personnel employé derrière l'Armée rouge et la General Motors.

Et les Français demandent beaucoup de choses à leur école: la formation du caractère et du jugement; l'acquisition d'une culture générale; enfin - et surtout ! - une promotion sociale accélérée grâce à l'acquisition d'une solide formation professionnelle.

### UNE MACHINE A RENDEMENT DECROISSANT

Mais jamais comme maintenant l'immense machine scolaire ne s'est révélée d'un rendement aussi décevant. L'Education nationale prétend assurer la promotion des jeunes Français en leur dispensant un enseignement de plus en plus uniforme. Mais il s'avère que ceux-ci ont en majorité des réactions de rejet vis-à-vis des programmes étudiés en classe. Et pour cause !

Le seul type d'homme que l'école cherche sérieusement à former est "l'honnête homme" tel que les collèges jésuites ou oratoriens du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles en fabriquaient en série - l'humanisme de l'école se réduit-il aux humanités ? ce serait lui faire trop d'honneur ! Les humanités constituaient un type d'enseignement qu'on ne saurait sans danger vouloir généraliser mais il correspondait à la culture d'un groupe social qui a de toutes façons un rôle à jouer dans la nation. L'enseignement actuel tel qu'il est dispensé dans le premier et surtout le second degré en constitue un abatardissement.

D'abord parce que le rôle des langues anciennes y a été plus qu'amoindri afin de le rendre accessible à tous. Ensuite parce que le désir insensé de faire faire à chaque jeune Français le tour de toutes les connaissances humaines a

contribué à lui donner un caractère encyclopédique. Enfin parce que le poids des mathématiques y est devenu considérable: cette dernière évolution n'est pas innocente dans une civilisation où l'on cherche davantage à avoir prise sur la matière inerte voire à traiter les individus comme des objets à manipuler qu'à faire réfléchir l'élève ou l'étudiant sur le sens et la vie du monde.

Cet enseignement est, sauf exception, inassimilable par les enfants qui ne sont pas nés dans des familles héritières de la grande culture classique. De telle sorte que tout au long du cursus scolaire est pratiquée avec monotonie une sélection par l'échec.

En fin de 5<sup>o</sup> et de 3<sup>o</sup> les élèves les plus faibles sont orientés vers des collèges d'Enseignement technique (C.E.T.) qui, méprisés et coupés des réalités de la vie des entreprises constituent au sein de l'Education Nationale l'enseignement "poubelle" par excellence. Et même dans les lycées les autres filières sont dévalorisées par rapport à la filière C ou scientifique qui prépare à la voie royale des grandes écoles, cependant que les étudiants admis à l'Université sont souvent orientés vers des enseignements sans grands débouchés professionnels et vers des diplômes dévalués.

#### ENSEIGNANTS- ENSEIGNES, MEME MOROSITE

Un tel état de fait est, bien entendu, une source considérable de frustrations et explique la morosité qui règne au sein de l'Education Nationale.

Du côté des enseignés, une minorité qui a de par ses résultats des chances d'accéder à la filière noble fournit un travail considérable. Mais ce travail voire ce forcing s'accompagnent trop souvent d'un manque total de curiosité intellectuelle comme si le souci de l'obtention du diplôme en venait à eclipser le désir d'acquérir une culture. Le reste - l'immense majorité ! - sait qu'il n'a aucune chance d'approcher du pinacle scolaire et se montre de plus en plus passif, sceptique ou agressif - selon les tempéraments - face à l'enseignement qui leur est dispensé.

Quant aux enseignants, ils se sentent très souvent gagnés par le découragement. Le temps des instituteurs mis en scène par Pagnol est loin : les enseignants sauf exception ne croient plus à leur mission car ils se rendent compte que leurs cours ne sont reçus avec profit que par un nombre de plus en plus restreint d'élèves. Dans le même temps l'estime dont ils jouissaient auprès des enfants - et des parents ! - ne cesse de diminuer. Trop souvent ils sont chahutés voire insultés. Dès lors, ils ont tendance à se laisser aller à un certain laxisme dans la préparation de leurs cours.

Il est vrai que la gestion centralisée de l'Education nationale, la péréquation des notes administratives entre fonctionnaires consciencieux et fonctionnaires médiocres font qu'un enseignant titulaire n'a plus rien à craindre ni plus rien à espérer tout au long d'une carrière dont - à peu de choses près - toutes les étapes sont prédéterminées. Dans ces conditions pourquoi se "défoncer" pour les élèves indifférents au risque de faire une dépression nerveuse ?

### L'IMPOSSIBLE REFORME DU SYSTEME

Telle est la situation actuelle. Elle provoque chez ceux qui désirent garder le cadre actuel en l'aménageant trois types de réaction.

Certains tout d'abord gouttiennent que l'échec scolaire est uniquement imputable aux élèves : dans cette perspective les mauvais élèves sont des individus sous-capables et doivent être abandonnés à leur triste sort quitte à constituer des classes d'élites pour les sur doués. On trouve ces thèses par exemple sous la plume de Monsieur Alain de Benoist qui appelle de ses vœux l'avènement d'une nouvelle race des Seigneurs. Monsieur de Benoist et l'équipe de Nouvelle Ecole ont même fondé un Groupe d'Etude pour une Nouvelle Education (GENE !) qui explique que les inégalités intellectuelles sont à 80 % d'origine biologique. Cette idéologie encore peu répandue mais disposant déjà de médias importants (Jacinthe, Enfants magazine, et surtout le Figaro) peut éventuellement servir à conforter la bonne conscience des héritiers de la culture face au drame scolaire en l'assortissant d'un retentissant "Prolétaires que vous êtes bêtes !"

A l'opposé, la gauche pense qu'une pan-scolarisation accrue résoudra les problèmes actuels ? Elle réclame dans la ligne du plan Langevin-Wallon, l'école unique pour tous jusqu'à dix-huit ans et la formation d'un corps unique de maîtres. Quant aux enfants en difficulté ils seront "réparés" (cette ahurissante expression est du communiste Pierre Juquin) par des enseignements de soutien. Comme si un supplément de cours pouvait suffire à rendre assimilable un même enseignement par tous les élèves de France !

La réforme Haby, elle, réussit le tout de force de combiner tous les défauts des deux attitudes précédentes. Elle instaure pour les enfants les plus faibles de soi-disant enseignements de soutien. En fait, l'on constate que les nouveaux horaires, enseignements de soutien compris, correspondent exactement aux horaires antérieures à la réforme. Ce qui veut dire que les élèves les plus faibles n'auront pas plus de cours qu'antan et que les plus forts en auront moins !

Bref, c'est l'organisation du nivellement par le bas. Ou plus exactement, les quelques enfants issus de milieux culturellement défavorisés qui - tel Péguy ce fils d'une rempailleuse de chaise - parvenaient à force de travail à rattraper les héritiers de la culture n'auront plus cette ressource avec cet enseignement dispensé au rabais. Les "héritiers" eux trouveront dans leurs familles assez de ressources pour limiter

dégâts. De telle sorte que la sélection par l'échec et la ségrégation par les filières à l'issue du tronc commun (école primaire et collège) fonctionneront avec une férocité accrue.

Un tel gachis de la ressource humaine de notre pays n'est pas seulement révoltant lorsque l'on considère tous les destins individuels qui sont ainsi sabotés. Il est criminel du point de vue de l'intérêt national. Développer toutes les potentialités humaines qui existent dans toutes les classes de notre peuple est une tâche de salut public si l'on veut préserver l'indépendance et le rayonnement international de la France. Mais pour cela il convient d'adopter une attitude de rupture radicale à l'égard de l'actuel système scolaire.

### DETRUIRE L'ECOLE ?

Mais rupture radicale est-ce que cela signifie la disparition pure et simple de l'école dans notre société ? La question est apparemment absurde mais elle est posée en France par les disciples d'Ivan Illich nombreux notamment parmi ces écologistes qui tel Brice Lalonde soutiennent que "l'école rend idiot".

Pour Ivan Illich, l'école fait partie de ces institutions qui avec la médecine contribuent à réduire la liberté intérieure de l'individu. Celui-ci ne cherche plus à acquérir des connaissances par une démarche volontaire et désintéressée afin de contempler des vérités premières. Il y est forcé par l'institution éducative qui a donné à la culture un rôle purement utilitaire et une valeur marchande servant à classer tous les élèves par rapport à un pinacle unique. Dès lors de même que l'homme doit prendre en charge sa maladie et sa mort sans abdiquer entre les mains du médecin ou celles de l'hôpital, de même il doit rejeter la sujétion de l'école.

Et Illich propose pour la remplacer la mise en place de réseaux informels de diffusion du savoir qui par un système de petites annonces mettraient en contact le disciple en quête d'un savoir et le maître éventuel. Ainsi serait restaurée la conception médiévale de l'école loisir (tel est le sens du grec *scholé*) dans laquelle les clercs cherchaient à s'élever jusqu'à la connaissance de Dieu en mettant la philosophie et les arts mineurs au service de la théologie. En somme, Illich rêve de substituer à l'école une nouvelle cléricature dont la quête intellectuelle oscillerait entre le "Je comprends pour croire" d'Abélard et le "Je crois pour comprendre" de Saint Bernard.

### L'ECOLE INSTRUMENT DE CULTURE

Comme toute position extrême et corrosive les thèses d'Illich ont le mérite de faire ressortir le caractère absurde du système actuel. Mais elles ont elles-mêmes un caractère systématique qui les rendent dérisoires au niveau des propositions.

Il est exact que la scolarisation dans ce qu'elle a de systématique, massif et même forcené aboutit à un gavage sans grandeur des jeunes français. Il est exact aussi que le savoir est devenu par trop un moyen d'assouvir la volonté de puissance des plus ambitieux. La scolastique médiévale ramenait déjà la part de péché contenu en chaque être humain à trois libido : libido sciendi, libido sentiendi, libido dominandi. Et il est certain que depuis le programme d'éducation que Gargantua assignait à Pantagruel depuis le rêve de savoir universel de Fic de la Mirandole la volonté de savoir est devenue l'instrument de la volonté de domination des choses et des êtres par quelques-uns. En outre les progrès des sciences mathématiques et la fâcheuse tendance d'une partie des sciences humaines à ne retenir de l'homme que ce qui est quantifiable aboutissent à faire du savoir contemporain un outil de maîtrise aveugle du monde et des hommes plutôt qu'un instrument de connaissance et de contemplation des "arrières-mondes".

Ceci dit, est-il possible et même souhaitable de revenir à la situation du Moyen-Age dans laquelle l'école réservée à une infime minorité de clercs ? Illich répondrait que le travail de formation de la personnalité (mal) effectué actuellement par l'école était assuré à l'époque par un milieu de parents et de voisins très dense et que la richesse de la sociabilité de quartier et de village compensait largement la quasi inexistence de l'école.

Tout n'est pas faux effectivement dans cette position et il ne faut pas méconnaître la richesse de la transmission orale : après tout Jeanne d'Arc, illettrée, avait appris sur les genoux de sa mère davantage de véritable théologie que n'en connaissait l'évêque Cauchon. Et une civilisation qui privilégie massivement l'écrit en réduisant la part de l'oral à presque rien est une civilisation menacée de périr sous le poids des bureaucrates et des mandarins.

Mais de grâce n'idéalisons pas non plus la civilisation médiévale et ne la réduisons pas à un conte bleu. La transmission orale et l'analphabétisme étaient de puissants obstacles au polissage des mœurs. L'on a même pu soutenir sans tomber dans le paradoxe que le Moyen-Age chrétien dans sa conception globale du monde l'était fort peu au niveau de la vie quotidienne : la croyance des villageois y était par trop entachée de paganisme, de manichéisme sommaire et de millénarisme. Elle se traduisait par des réactions face aux aléas de la vie - ceux-ci il est vrai, guerres, épidémies, famines étaient bien plus tragiques que maintenant - dont la brutalité et l'irrationalité nous déconcertent.

Et c'est en réaction contre cette christianisation sommaire qui explique pour une large part la crise de l'Eglise catholique durant les deux derniers siècles du Moyen-Age que les deux Réformes, la protestante et la catholique privilégient l'école. Dans des pages plus brillantes que convaincantes Michel Foucault a ramené l'effort intense de scolarisation esquissé au XVI<sup>e</sup> siècle, poursuivi de façon

beaucoup plus conséquente aux XVII et XVIIIe siècles, à un désir de manipuler "surveiller et punir" de la part des éducateurs. Il est exact en effet que l'idée selon laquelle l'enfant est une cire molle que l'on peut façonner à volonté commence à se répandre. Il est certain de même que certains règlements scolaires chez les Frères des Ecoles chrétiennes ou chez les oratoriens en imposant une invraisemblable discipline des comportements corporels évoquent presque autant la prison que l'école.

Mais il ne faudrait pas oublier que l'effort scolaire des réformateurs protestants et catholiques sont avant tout dictés par l'idée que l'enfant est un être fragile dont la personnalité doit être préservée d'un contact trop précoce et trop brutal avec les réalités - pas toujours très souriantes ! - de la vie quotidienne et dont les instincts de cruauté animale doivent être réfrénés et maîtrisés avant l'entrée dans le monde des adultes. On comprend dès lors pourquoi les écoles élémentaires, qu'elles soient catholiques ou protestantes ont voulu généraliser la diffusion du célèbre code des civilités d'Erasme afin de faire de l'enfant un sujet policé et chrétien.

Notons d'ailleurs que ce respect de l'enfant, cette attention plus grande qui lui est accordée sont liés au développement du rôle de la famille-couple. A partir du XVII e siècle l'affectivité est investie sur un moins grand nombre de têtes mais devient plus intense. Cette évolution a certes abouti à exalter un individualisme qui est une des maladies de notre société. Mais l'enrichissement de la vie intérieure qu'elle a permis ne peut être nié. Qui plus est la nouvelle sensibilité qu'elle a créée chez nos concitoyens et qui modèle chacun de nous au plus profond de son être ne peut être méconnue ni à plus forte raison écartée d'un revers de main.

### ...ET DE DEVELOPPEMENT

Venons-en maintenant à l'exaltation par Illich de la bonne vieille formation professionnelle sur le tas et sans recours à l'école. Est-il si sûr que ce soit une panacée ? Il ne faut pas oublier que la naissance du capitalisme commercial au XVe siècle et le lent décollage de l'économie de l'Occident, amorcé dès le Moyen-Age et poursuivi du XVIe au XVIIIe siècle avant l'accélération exponentielle de la période contemporaine nécessitaient un recours croissant à l'écrit. Dès lors, l'instruction devenait effectivement un instrument d'enrichissement. Et ce n'est pas un hasard si, dans la célèbre enquête organisée par le recteur Maggiolo sur l'alphabétisation de la France du début du XVIIIe siècle aux années 1870 les régions les plus précocement alphabétisées et situées au nord d'une ligne Saint-Malo-Genève sont celles dont le développement économique a été le plus précoce. Et ceci avant même la découverte des bassins houillers ou ferrières du Nord et de Lorraine ou l'hypertrophie de Paris liée à la centralisation jacobine. Il est donc parfaitement démentiel de prétendre se passer de l'apprentissage du maniement de l'orthographe ,

de la syntaxe ou des bases de calcul mathématique que seule peut fournir l'école.

Les références illichienues à l'éducation par le milieu seul sur le plan humain comme sur le plan professionnel sont largement anachroniques et réactionnaires. De plus, elles méconnaissent un fait : dans une société atomisée comme la nôtre réduite à un ensemble d'agregats sans vie interne notamment dans les grandes villes, supprimer la médiation de l'école aboutirait à détruire ce qui bien souvent demeure une des dernières - et bien fragile ! - bases de la sociabilité locale. A cet égard il faut même prendre le contrepied des thèses illichienues. Illich soutient que la professionnalisation de l'éducation mutile et appauvrit la société. Mais ne peut-on pas penser au contraire que le corps enseignant - à condition que la bureaucratie de la rue de Grenelle soit démantelée et qu'une large décentralisation de notre système éducatif soit effectuée - pourrait devenir un instrument de réanimation du tissu social ?

#### PRINCIPES POUR UNE REFORME

Autrement dit, une réforme de notre système éducatif qui serait en l'occurrence une véritable révolution - doit s'inspirer de deux principes. Elle doit d'une part chercher à préserver ce formidable instrument de transmission et de reprogrammation des connaissances qu'est l'école. Mais elle doit d'attacher aussi à faire de l'enseignement un instrument de culture au service des diverses cellules de notre société. Il ne faut donc plus que l'école soit un instrument d'étalonnage de tous les jeunes Français selon les critères d'une culture unique, celle de la caste dirigeante - ce qui est le cas depuis Napoléon - ou un moyen d'endoctrinement - ce qui est trop souvent le cas depuis Jules Ferry.

Pour arriver à un tel résultat, il est indispensable de multiplier les types de formation et les filières en s'efforçant d'estomper - ou à tout le moins d'assouplir - la hiérarchisation entre celles-ci. Il sera même sans doute nécessaire de remettre partiellement en question le système d'après lequel l'acquisition des connaissances et le bon ou mauvais classement dans l'échelle sociale se jouent irréversiblement dans les années de l'enfance et de l'adolescence. Les travaux des psychologues montrent que la capacité d'apprendre ne s'arrête pas à seize ans ni même à vingt cinq et que tel enfant peu ouvert aux études peut une fois engagé dans une profession éprouver le besoin d'apprendre pour progresser dans son entreprise et s'élever. Encore faut-il que cette progression ne lui soit pas rendue à peu près totalement impossible comme c'est le cas actuellement.

Mais un tel changement ne va pas sans une redéfinition du rôle des enseignants et un changement de leur état d'esprit. Si l'on veut que l'enseignant soit au service des différentes communautés existant encore ou à recréer au sein de notre peuple, il est nécessaire qu'il sorte de sa tour d'ivoire, qu'il soit formé de façon à pouvoir bien s'insérer au sein du milieu où il aura à exercer son métier. Cela est bien sûr incompatible avec la vie en vase clos de nos Universités comme avec le contrôle rigide et hyper-bureaucratique de l'Inspection générale ou départementale sur les enseignants.

A ce contrôle totalement inefficace parce que trop lointain, il conviendra de chercher à substituer des moyens d'apprécier à l'échelon local ou régional l'effort et les résultats des enseignants afin que la réussite comme l'échec reçoivent leur sanction. Autrement dit, il s'agit de développer à tous les niveaux de l'enseignement une pédagogie de la responsabilité.

#### UN CADRE JURIDIQUE POSSIBLE

De tels principes sont susceptibles d'applications juridiques multiples. Au demeurant, une réforme du système éducatif destinée à décentraliser notre enseignement ne saurait être organisée de façon uniforme d'un bout à l'autre de l'hexagone ce qui serait le comble ! Peut être - et même sans doute - faudra-t-il procéder par essais et erreurs quitte à sinon généraliser du moins étendre les expériences qui réussissent et à abandonner celles qui échouent. Le cadre juridique que nous allons proposer dans les paragraphes qui suivent n'a donc valeur que d'hypothèse de travail.

Sauf sur un point cependant : celui de la disparition ou de la quasi-disparition du ministère de l'Education Nationale qui devra pour l'essentiel être remplacé par des offices scolaires et universitaires régionaux. Dans cette optique, le ministère se bornerait à approuver la charte constitutive de chaque office, approbation renouvelable au bout d'un délai assez long - cinq ou mieux encore dix ans - de manière à substituer au contrôle à priori, tatillon et inefficace du ministère un contrôle a posteriori faisant le bilan des résultats globaux sur une période importante. Par ailleurs, le ministère fixerait le minimum de scolarité en deça duquel l'enfant en toute hypothèse ne saurait acquérir les bases du langage et du raisonnement. Enfin, sans chercher à reprendre le contrôle des enseignants, il aurait pour rôle de réaliser une certaine harmonie entre les statuts régionaux de ceux-ci afin d'éviter des distorsions trop outrées qui pourraient conduire à des hiatus trop grands dans la carrière d'un maître changeant de région ou à un "exode des cerveaux" vers les Universités faisant un pont d'or aux professeurs. Cette harmonisation pourrait se faire par le truchement d'une conférence nationale des offices scolaires, le ministère se réservant le droit d'arbitrer en cas de différend persistant entre les offices.

C'est au niveau régional donc que seraient gérés ces offices. Le cadre régional est en effet le plus adéquat pour définir un projet éducatif à la fois suffisamment global et suffisamment proche des réalités concrètes.

Suffisamment global : il serait regrettable qu'au nom de la décentralisation se vissent notamment au niveau de l'enseignement supérieur à fourmiller des institutions formant double ou triple emploi ou que des Universités de deux villes voisines s'épuisent chacune à développer des services d'enseignement et de recherche destinés en tout état de cause à n'attirer qu'une clientèle restreinte ou à n'offrir que des débouchés limités. Un arbitrage et une certaine planification à l'échelon régional s'imposent donc.

Suffisamment proche des réalités : il est plus facile de coordonner l'action des institutions enseignantes au niveau régional que du haut de la rue de Grenelle. Surtout si ce contrôle est en partie déconcentré ensuite à l'échelon du département (ou du pays) et des communautés et communes.

Ces offices, pour refléter convenablement la réalité régionale pourraient avoir une composition quadripartite. Ils comprendraient des représentants du Conseil régional - et leurs présidents devraient être choisis obligatoirement parmi ces derniers, des délégués des organisations socio-professionnelles (syndicats, chambres de commerce et d'industrie), des enseignants élus par leurs collègues, enfin des représentants des usagers (parents, étudiants et élèves majeurs). Ces offices collecteraient les crédits attribués à l'ancienne Education nationale et détermineraient le budget des Universités dont ils auraient la tutelle directe.

Mais, comme il ne s'agit pas de reconstituer vingt deux ministères de l'Education en miniature, ils n'exerceraient qu'un contrôle indirect sur les enseignements secondaires et primaires (ou ce qui en tiendra lieu). Des offices conçus selon le même modèle à l'échelon départemental (ou du pays) et communal assumeraient en effet la gestion respectivement du second degré et du primaire. Les offices régionaux se borneraient à répartir entre eux les crédits, à définir pour la durée de la scolarité obligatoire des fourchettes horaires à respecter pour les disciplines fondamentales, enfin à établir des règles générales d'utilisation du "crédit d'étude" auquel tout jeune Français quittant précocement l'enseignement aurait droit tout au long de sa vie active. Enfin, ils donneraient leur agrément aux chartes constitutives des offices départementaux et communaux qui elles aussi seraient soumises à renouvellement tous les cinq ou dix ans.

Notons qu'en aucun cas les offices départementaux et communaux ne devront avoir à leur niveau le monopole de

l'enseignement. Tout particulier, toute association de droit privé, pourra fonder une école ou un collège. Ce sera aux offices de décider ensuite s'il y a lieu de les faire bénéficier des crédits publics et de déterminer dans quelles conditions. Cette politique contractuelle souple doit même constituer une garantie supplémentaire de la diversification de notre système éducatif.

#### QUELLES MATERNELLES POUR DEMAIN ?

Ce cadre juridique mis en place, essayons d'imaginer comment pourraient fonctionner les institutions éducatives décentralisées et quels services les usagers seraient en droit d'attendre d'elles.

L'école ne peut se désintéresser de la toute petite enfance puisque l'avance ou le retard pris par l'éveil de l'esprit dans les six premières années de la vie sont souvent décisifs voire irréversibles. Elle peut d'autant moins le faire que le travail de la mère, la détérioration du cadre urbain dans les banlieues des mégaloilles font qu'elle joue un rôle de substitution irremplaçable. De là à en prendre son parti allègrement comme J.J.S.S. et à souhaiter l'enrégimentement de tous les enfants dans les écoles à partir de l'âge de deux ans, il y a un pas que nous nous refusons à franchir : il ne faut pas ériger en panacée ce qui est un pis-aller et rendre l'école maternelle obligatoire pour tous. En revanche, il est souhaitable de se servir de l'école maternelle à la fois comme d'un instrument d'éveil de l'intelligence de l'enfant et comme d'un moyen de reconstituer une sociabilité là où elle a disparu. Autrement dit, nous nous prononçons pour la déprofessionnalisation partielle de l'école maternelle afin que celle-ci puisse mériter le beau nom qu'elle porte.

On pourrait imaginer par exemple que les institutrices des maternelles soient assistées de monitrices choisies parmi les mères de famille du quartier et travaillant chacune à temps partiel. Ces monitrices seraient soit des volontaires recherchant un salaire d'appoint pour le budget familial soit des femmes bénéficiant du long congé appointé qu'une politique nataliste digne de ce nom se doit d'instaurer en France pour les jeunes mères : dans ce dernier cas les bénéficiaires seraient en contrepartie astreintes à quelques heures de service hebdomadaires dans les maternelles. Ce réseau de monitrices, formées et dirigées par les institutrices, aurait un triple avantage.

D'abord assurer à l'enfant une formation de la personnalité plus précoce grâce à un encadrement humain et affectif plus dense. Ensuite permettre aux nombreuses mères qui seront formées par rotation d'être de façon plus efficace les puéricultrices de leurs propres enfants. Enfin en mettant en rapport les unes avec les autres de nombreuses femmes d'un quartier recréer à ce niveau un début de sociabilité.

Et bien évidemment, si l'on veut à la fois recréer cette sociabilité et bien enraciner l'enfant dans son environnement local, il est indispensable que ce soit la commune en milieu rural, le quartier en milieu urbain, qui assurent la gestion des écoles maternelles. On objectera qu'ils n'en auront pas toujours les moyens ; qu'à cela ne tienne : les communautés de communes suggérées par le rapport Guichard recouvrant un canton rural ou une agglomération urbaine mettraient à la disposition des villages ou des quartiers une dotation forfaitaire proportionnelle au nombre d'enfants et au nombre de mères qui travaillent, que ces derniers utiliseraient à leur guise.

Mais l'éveil de l'enfant, même avec la meilleure des écoles maternelles ne sera pas assuré de façon satisfaisante si en milieu urbain et notamment banlieusard, le seul horizon qui se présente à ses yeux reste celui du béton et si la ville continue à être programmée dans l'ignorance totale de la sensibilité enfantine. Alors pourquoi ne pas envisager dans les plans de masse des villes et quartiers nouveaux des espaces vierges réservées à l'enfance et que le conseil de quartier ferait aménager sur proposition des enseignants, moniteurs et parents associés à la gestion de l'école maternelle ?

#### INCULQUER LES BASES DU RAISONNEMENT ...

L'école maternelle a pour rôle de faciliter le développement de la sensibilité et de l'imagination. Des méthodes du type pédagogie Freinet y sont donc à favoriser, méthodes qui privilégient le travail d'équipe et la redécouverte de la réalité par l'enfant cependant que le maître joue - en apparence du moins - un rôle effacé. Il n'en va pas de même dans l'enseignement qui devra succéder au primaire actuel. Le travail d'éveil y reste certes important, mais il cède le pas à l'acquisition des mécanismes mentaux de base, faute desquels une intelligence si riche soit-elle est impuissante à se discipliner et reste stérile. Ces mécanismes mentaux s'acquièrent grâce aux mathématiques bien sûr mais avant tout par l'étude et la connaissance de la langue. Dans ce dernier domaine, le laxisme actuel dans le style "les dictées sont traumatisantes" doit être sévèrement combattu et une pédagogie de l'effort favorisée. Ajoutons à ces deux disciplines l'étude de la langue locale là où celle-ci existe encore et celle des rudiments de l'histoire qui constitue littéralement la mémoire collective d'un peuple. A elles quatre elles devraient constituer l'enseignement de base de l'école primaire, enseignement qui se verrait garanti par les offices régionaux, un nombre minimum, et substantiel, d'heures et pour lesquels les méthodes employées devraient recevoir l'agrément des offices communaux.

### ...ET EVEILLER LA SENSIBILITE

En revanche, en ce qui concerne les autres activités dites d'éveil comme le dessin, la musique, le travail manuel, les sciences, la géographie et même l'enseignement complémentaire de l'histoire en sus du rudiment minimum obligatoire, une plus grande liberté d'action doit être laissée à l'instituteur. Il n'est même pas obligatoire que ces activités se déroulent toutes dans les locaux scolaires : elles peuvent avoir lieu aussi dans le cadre des maisons des jeunes et de la culture par le biais de la visite d'un musée ou par celui de la télévision. Il serait d'ailleurs très souhaitable que les instituteurs apprennent à leurs enfants à se servir de ce dernier instrument en leur faisant prendre du recul par rapport à lui, grâce à l'analyse et à la critique de telle ou telle émission. Ce serait un moyen de permettre au futur citoyen de n'être pas asservi par un média fascinant mais dangereux.

Notons au passage que l'utilisation du magnétoscope qui permet d'enregistrer sur bande une émission et les applications futures de la télévision par câble permettront d'ici quelques années à un instituteur de disposer d'une batterie d'émissions impressionnante aussi bien pour présenter une région française ou pour expliquer ce qu'est l'industrie nucléaire que pour faire revivre Louis XI ou Richelieu. Il y a là une chance à ne pas gâcher.

Mais la diversité des activités d'éveil et des techniques qu'elles emploieront supposent que le cadre rigide des vingt-sept heures hebdomadaires soit assoupli et qu'une certaine irrégularité entre les semaines - dans certaines limites - soit admise. Au demeurant, l'existence d'une autorité de tutelle - à l'échelon de la municipalité d'agglomération ou de la communauté rurale - proche de l'instituteur évitera que cet assouplissement du cadre horaire n'entraîne des abus trop criants.

Par ailleurs, il serait souhaitable dans l'enseignement primaire, de faire autant appel à l'esprit d'équipe qu'à celui de compétition individuelle. Il est certes indispensable de noter chaque élève pour évaluer dans quelle mesure il intègre bien les bases du raisonnement et réussit son apprentissage de la langue. Mais le travail de groupe guidé par le maître n'est pas à écarter dans les autres matières. Il est en effet un moyen d'éduquer les enfants à la prise de responsabilité et de stimuler leur imagination. Et surtout il rompt avec une conception trop individualiste de l'enseignement qui aboutit précocement à stimuler l'ambition chez les enfants au détriment du sens civique et de la notion de service d'une communauté.

Compte-tenu de l'affaïssement général du niveau de l'enseignement primaire et de la nécessité de faire assimiler par le plus grand nombre possible de jeunes français les mécanismes de base du raisonnement, il nous paraît souhaitable que soit dispensé à tous jusqu'à treize ans cet enseignement en y rattachant donc les actuelles 6e et 5e

des C.E.S. Il faudra cependant laisser libres les enseignants et les directeurs d'école de décider si, dans les dernières années de l'enseignement de base, il ne serait pas souhaitable de recourir à l'intérieur d'une même classe aux services de plusieurs maîtres spécialisés chacun dans une ou deux matières. Les avantages en matière de compétence qu'offre la spécialisation d'un maître sont contrebalancés par le fait qu'un enseignant unique par classe est plus à même de suivre et d'aider un élève en difficulté. A la limite, des formules différentes selon les élèves pourraient co-exister.

### SCOLARITE OBLIGATOIRE ET CREDIT D'ETUDE

En revanche, après treize ans toute obligation scolaire doit cesser. Un enfant qui a obtenu des résultats décevants dans le primaire ne doit pas être maintenu de force en classe jusqu'à seize ans. S'il a une chance d'acquérir un jour le goût de s'instruire cela ne se produira que dans le cadre d'un désir de promotion professionnelle. Encore faut-il que cette promotion "sur le tas" et ce complément d'instruction soient rendus possibles. Il conviendrait donc d'accorder à chaque français au-delà de la scolarité obligatoire un "crédit d'éducation" qu'il pourrait utiliser à n'importe quelle époque de sa vie.

L'emploi de ce crédit serait en partie contrôlé par les entreprises afin d'éviter le gâchis actuel de la formation permanente qui amène certains salariés à s'offrir à peu de frais des loisirs en s'inscrivant à un cours de philosophie Zen ou de technique d'expression gestuelle. Mais il ne faut pas non plus que l'enseignement dispensé soit d'un utilitarisme à courte vue et que des cours organisés par le patronat aboutissent à fabriquer des techniciens étroitement spécialisés dont le savoir sera périmé au bout de quelques années.

Dans le cadre de cet enseignement doivent se produire une amélioration de la culture générale et de la capacité d'apprendre et de progresser ultérieurement. A cet égard, l'association des syndicats à la gestion du crédit éducation constituerait un progrès important mais non suffisant. Il faut qu'en outre la région définisse les conditions d'emploi du crédit d'éducation et que les offices départementaux donnent leur agrément au choix de matières demandé par le candidat de façon à éviter qu'elles ne constituent un ensemble par trop hétéroclite et donc peu formateur.

Naturellement, lorsqu'il s'agira d'effectuer la répartition entre les disciplines d'une nouvelle tranche du crédit éducation, il conviendra de tenir compte des études scolaires et post-scolaires déjà poursuivies toujours pour éviter le risque de trop grande hétérogénéité.

Cette notion de crédit-éducation peut soulever deux objections en ce qui concerne son coût. Tout d'abord on ne manquera pas de faire remarquer que la mise en place d'enseignements très individualisés selon les individus sera nettement plus coûteuse qu'un enseignement général dispensé à un grand nombre d'élèves. Ceci est exact... si l'on ne tient pas compte des résultats obtenus par l'enseignement actuel dont la plupart des élèves ne retiennent que fort peu de choses. Sans parler de celui des individus, l'intérêt général de la nation commande donc que l'on substitue à un enseignement à rendement de plus en plus décroissant un enseignement de qualité qui améliorera le niveau de la qualité technique de la main-d'œuvre nationale en même temps que sa valeur humaine : évitons les économies coûteuses !

La seconde objection est plus sérieuse. On peut la résumer ainsi : un adulte qui a charge de famille peut difficilement interrompre son travail pour suivre des cours. Car, ou bien il ne sera pas payé durant cette période et comment alors vivra-t-il ? Ou bien l'entreprise ou la région lui versent une allocation et le coût en sera exorbitant, en tout cas bien plus élevé, pour la communauté que celui d'un enfant maintenu à l'école de douze à seize ans et à ce moment à charge de ses parents.

Il existe cependant des solutions pour contourner cet obstacle. On peut concevoir que dans un ménage l'un des conjoints travaille tandis que l'autre prend un emploi à mi-temps et suit des cours durant les heures ainsi libérées. On peut imaginer également que durant les premières années de la vie professionnelle d'une personne ayant quitté précocement l'école, une forte ponction sur son salaire soit effectuée qui irait alimenter une caisse destinée à dispenser des allocations aux adultes utilisant tout ou partie de leur crédit éducation. On peut aussi envisager une combinaison de ces deux méthodes.

Ne nous cachons pas cependant que la solution de crédit-éducation ne permettra pas à celui qui l'emploie une promotion aussi facile ni aussi rapide que pour l'élève puis l'étudiant qui réussissent brillamment au lycée puis à l'Université ou mieux encore dans une grande école. Essayons cependant de faire que la voie de la promotion "sur le tas" même si elle ne peut jamais devenir la voie royale de l'ascension sociale cesse d'être impraticable comme c'est - ou peu s'en faut - le cas maintenant.

## ENSEIGNEMENT GENERAL ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Mais, bien entendu, il restera un grand nombre d'élèves qui préférera prolonger ses études afin d'acquérir une formation générale plus complète avant d'entrer dans la vie active. Ce désir est légitime mais il présente actuellement un grave inconvénient dans la mesure où il amène la plupart

des élèves à chercher à se caser dans le tertiaire et de préférence chez les cadres. Dans le même temps les métiers manuels sont profondément méprisés. Le résultat est connu: les bacheliers voire les licenciés ne parviennent pas à trouver un emploi correspondant à la situation que leurs diplômes seraient théoriquement en droit de leur faire espérer cependant que certains métiers dans l'industrie manquent désespérément de spécialistes.

Ce mépris général du travail manuel est très ancien dans notre civilisation puisque les "métiers mécaniques" y sont réputés vils depuis la Renaissance. Il est en outre universel puisque dans le Tiers-monde comme en Europe la jeunesse scolarisée fait des efforts désespérés pour y échapper. On ne pourra donc remonter la pente en quelques années. La nature même des métiers manuels en fait des objets de répulsion: ils sont très souvent sous-payés et totalement deshumanisés par la taylorisation. Avant d'inciter les jeunes à s'orienter dans cette voie, il faudra relever substantiellement les salaires les plus bas et briser la chaîne en mettant fin au travail en miettes (Georges Friedmann a montré que c'était possible et avec un coût supportable pour les entreprises). Il faudra même faire assumer les tâches les plus ingrates - l'enlèvement des ordures par exemple - par les jeunes pendant leur incorporation dans un service national qui remplacerait avantageusement le service militaire rendu périmé par la dissuasion nucléaire.

Mais l'enseignement a son rôle à jouer dans cette reconversion. Il ne le fera que le jour où les lycées et collèges techniques recevront davantage de crédits et où une partie des meilleurs professeurs et des meilleurs élèves y seront attirés. C'est dire que cet enseignement doit fonctionner en symbiose avec les agents de la vie économique, que ses responsables doivent connaître quels seront approximativement les besoins des différentes branches de l'industrie pour les années à venir.

Ceci est possible à condition qu'il y ait moins d'anarchie et de gâchis dans les entreprises justement incompatibles avec une prévision économique sérieuse. A partir du moment où les besoins seront à peu près prévisibles - et la participation des travailleurs à la gestion de leurs entreprises pourrait sur ce point apporter un progrès décisif - il sera possible aux établissements d'enseignement de prévenir loyalement les jeunes des débouchés qu'offre - ou que n'offre pas - une profession.

Peut-être même serait-il souhaitable que l'entrée dans les collèges ou lycées professionnels soit subordonnée à un concours plus ou moins sévère selon d'une part le niveau de qualification demandée, de l'autre selon l'importance des débouchés. Et la nature de l'enseignement donné dans ces collèges serait transformée si des représentants des professions concernées siégeaient dans leurs conseils d'administration et dans celui de

l'office départemental d'éducation chargé de la tutelle. L'enseignement technique cesserait de dispenser une formation n'ayant qu'un lointain rapport avec le travail réel dans les entreprises et le risque d'utilitarisme à courte vue serait écarté par la présence d'autres partenaires (autorités locales, enseignants) à la tête des offices et des établissements.

### SUPPRIMER LE BAC ?

Allons même plus loin: l'enseignement général au-delà de la scolarité obligatoire devrait être conçu comme un vestibule de l'enseignement professionnel. Après un premier cycle de deux ans, les élèves auraient à y préparer un certain nombre d'examens ou de concours destinés à les admettre dans des établissements professionnels. En cas de réussite, les candidats ne seraient pas forcés d'intégrer. Leur admission resterait valable un certain délai pendant lequel ils pourraient continuer à suivre un enseignement général et à se présenter s'ils le veulent à des concours donnant accès à des situations plus avantageuses. Ainsi le caractère profondément négatif du système de sélection par l'échec serait-il fortement atténué et les jeunes n'auraient plus l'impression d'être perpétuellement floués par une institution éducative qui promet tant et donne si peu. La réforme pour être complète doit entraîner la suppression du baccalauréat: il n'est plus actuellement ni un passeport pour l'entrée dans la vie active ni un brevet de culture comme le montre le niveau de plus en plus consternant des copies des candidats mais sa seule présence aboutit à dévaloriser par contre-coup des brevets professionnels qui ont pourtant une autre valeur et une autre signification.

### HUMANISME ET HUMANITES

L'enseignement général et les cours dans les établissements techniques concernant les matières de culture générale devront eux aussi être diversifiés car il y a plusieurs façons de former l'honnête homme du XXe siècle. Notons que la filière classique des humanités ne doit pas être systématiquement sacrifiée sans pour être autant la seule envisageable. Ajoutons que nombre de professeurs continueront à exiger des sujets ayant fait tout le cursus classique des humanités. Et les concours d'entrée dans les écoles de médecine, d'élèves-professeurs ou d'avocats passés vers dix-sept, dix-huit ans, tiendront le rôle qui était dévolu au baccalauréat voici cinquante ans. Mais si l'on maintient un enseignement humaniste, évitons de le dévoyer comme maintenant: le poids des matières littéraires (français, langue locale, langues anciennes et vivantes) doit être majoré et la sélection par les mathématiques minorée: ainsi il est inadmissible que le concours passé à l'issue de la première année de médecine comporte une épreuve de mathématiques si dure et pas d'épreuve de français. Veut-on faire des futurs médecins des robots logiciens? Les êtres qu'ils auront à soigner ne sont pourtant pas des machines!

Et l'on pourrait donner d'autres exemples de sélection abusive par les mathématiques seules.

Par ailleurs, il serait souhaitable que l'enseignement général se débarrasse de son encyclopédisme. Il a davantage pour but d'apprendre à apprendre et à raisonner que de faire ingurgiter à l'enfant un fatras de connaissances. Les matières enseignées doivent donc être choisies dans le seul but de former le jugement mais aussi la sensibilité, ce qui suppose un enseignement artistique diffus au travers de plusieurs disciplines. Le dosage de ce cocktail de disciplines peut être diversifié en fonction des différents types d'esprit qui auront à le recevoir. Ce dosage devra dans chaque établissement - et sous la tutelle des offices départementaux - être effectué par l'équipe enseignante. Nous disons bien l'équipe responsable solidairement des résultats de son enseignement et non un agrégat d'individus isolés chacun dans leur discipline. A la limite, la répartition des cours entre les professeurs pourrait - dans une certaine mesure - être fixée par les offices départementaux - être modulée en fonction de la personnalité de l'enseignant et de l'intérêt des élèves et non d'un classement rigoureux par discipline :

- mais cela entraînerait des initiatives parfois carrément farfelues
- la décentralisation du contrôle au niveau départemental limitera ce risque. Et puis, la routine médiocre dans laquelle se complaisent trop d'enseignants est-elle préférable ?

### REVENIR A L'UNIVERSITE...

Le principe qui consiste à lier étroitement dès l'âge de quatorze ou quinze ans l'enseignement à une formation professionnelle pose un problème : ne remet-il pas en question l'enseignement supérieur ou plus exactement l'existence des universités ? On pourrait en effet envisager que celles-ci soient remplacées par des écoles professionnelles supérieures qui assureraient elles-mêmes la formation de leurs élèves. Cette solution extrême nous semble cependant dangereuse. L'université en effet a aussi pour rôle de former les futurs chercheurs. Encore faut-il qu'elle existe et que son enseignement puisse s'adresser à un nombre d'étudiants suffisamment important pour que parmi eux un certain nombre de vocations puissent se dégager. Par ailleurs, est-il souhaitable de maintenir en vase clos au sein d'écoles ultra-spécialisées des garçons et des filles au seuil de leur vie adulte et à l'âge où l'on est particulièrement sensible au mouvement des idées ? Pour ces raisons, nous proposons la solution suivante : des écoles professionnelles supérieures seraient effectivement créées mais une partie des enseignements qui seraient dispensés seraient donnés à l'Université et seraient communs à des élèves d'écoles différentes.

"L'enseignement maison" ne concernerait que les disciplines complémentaires prévues par le programme d'étude de l'école. De la sorte, seraient généralisées les règles qui gouvernent l'école de Santé Navale de Bordeaux, l'Ecole de Médecine militaire de Lyon, Normale Supérieure voir les I.P.E.S. (Instituts de Préparation à l'Enseignement Secondaire). De la sorte, l'Université garderait (ou recouvrerait) le rôle qui est normalement le sien, celui d'un foyer de fermentation intellectuelle sans pour autant que ses enseignements n'aboutissent à engager la majorité des étudiants dans des culs de sac sur le plan professionnel : les professeurs d'Université devraient en effet passer des contrats avec les écoles professionnelles et adapter partiellement leur enseignement aux désirs de celles-ci. En cas de conflit, ce serait aux offices régionaux d'arbitrer entre les parties en présence.

### ...LES GRANDES ECOLES

Quant aux grandes écoles, leur statut se trouverait également en grande partie modifié. Actuellement, les grands corps de l'Etat comptent leurs nouveaux membres parmi les élèves sortant des mines, de Polytechnique et surtout de l'E.N.A. Il en va de même pour les "staff" des entreprises, puisque l'on sait par exemple que nombre de polytechniciens "pantouflent" dans le secteur privé. Cette situation n'est pas saine ; quelques individus en faisant un "forcing" effréné au début de leur vie d'adulte achètent de la sorte une véritable rente de situation dont ils profiteront tout au long de leur carrière cependant que des fonctionnaires ou des cadres moyens sortis du rang auront le plus grand mal à se frayer un passage. La remise en cause de ce système ne pourra être bien entendu réalisée que progressivement. Mais l'Etat doit donner l'exemple, en diversifiant le recrutement de ses hauts fonctionnaires par un système de concours internes dont le concours interne de l'E.N.A. n'est qu'une première et bien timide esquisse. Il serait d'ailleurs souhaitable que l'E.N.A. soit supprimée. D'abord à cause du choc psychologique qu'une telle mesure provoquerait. Ensuite parce que dans la société décentralisée que nous appelons de nos vœux, nombre de hauts fonctionnaires devront être mis à la disposition des régions, des départements (ou pays) et des communes. Encore faut-il qu'un esprit de corps outrancier ne les conduise pas à opposer aux collectivités locales toute la force d'inertie que la haute administration technocratique oppose actuellement à l'Etat.

### LA FORMATION PERMANENTE

Un projet éducatif qui cherche à permettre le développement à tous les âges de la vie des richesses intellectuelles et humaines des individus ne peut se désintéresser de l'enseignement pour adultes. Il ne se confond pas entièrement avec le crédit-éducation dont nous avons déjà parlé puisque celui-ci (correspondant par exemple à trois ou quatre années d'études) ne vaut que pour les sujets ayant quitté précocement l'école.

Il ne se confond pas davantage avec les recyclages hâtifs organisés dans les entreprises pour éviter à un cadre ou à un technicien de perdre pied de par l'évolution trop rapide des procédés de fabrication ou de "marketing".

L'enseignement pour adultes doit être à la fois un moyen de promotion sociale permettant aux individus d'accéder à un palier supérieur au sein de la profession et un moyen pour eux de se tenir à jour et de développer leur culture générale. Cet enseignement est encore très peu développé. Il est en effet difficile à un travailleur qu'il soit ouvrier, employé ou cadre de suivre des cours et de préparer des examens après une semaine de travail parfois alourdie dans les grands centres urbains par les temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail. L'abaissement de la durée du travail a été à cet égard malheureusement compensée par l'aggravation des nuisances urbaines. Par ailleurs il pose un problème de financement: on ne peut en effet demander ni à l'Etat ni aux collectivités locales ni aux entreprises de financer en totalité la formation permanente: ce serait un fardeau trop lourd.

Mais un certain nombre d'améliorations peuvent être apportées. Citons-en pêle-mêle quelques-unes.

Dans les branches de l'industrie où la capacité de production excède les besoins de l'économie, la durée du travail peut encore être abaissée. Mais on peut envisager qu'une partie des travailleurs continue de travailler comme avant et ceci sans majoration de salaire. Ils capitaliseraient de la sorte un certain nombre d'heures qu'ils pourraient ultérieurement utiliser pour suivre des stages tout en continuant à être payés par leur entreprise.

De même si l'on admet que les travailleurs doivent être intéressés aux bénéfices des entreprises, on pourrait affecter une part de ces profits à leur formation. Une certaine autogestion serait un moyen d'y parvenir.

Enfin, comme pour le "crédit-formation", on peut envisager un système de retenues sur les salaires destiné à alimenter une Caisse de financement des stages. Surtout lorsqu'il y a pénurie de travailleurs qualifiés dans un secteur de l'industrie locale, il ne faut pas exclure l'idée d'une contribution de la région ou du département.

Ces stages de formation pourraient prendre des formes variées: certains seraient organisés directement par les entreprises, d'autres par les écoles professionnelles ou les Universités. Chaque stage doit être établi après concertation entre les différentes institutions intéressées. Et ils doivent bien sûr faire appel eux aussi à tous les moyens modernes de communication.

## REVOIR LE STATUT DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas de réforme de l'enseignement qui tienne sans une réforme préalable des enseignants. Actuellement le métier leur offre un attrait limité et des salaires très modérés. En contrepartie ils ont l'assurance à partir du moment où ils sont titulaires que leur carrière se déroulera sans à-coups, ont des horaires assez restreints et plus de cent-dix jours de congés par an. Il faut arriver à inverser cette situation.

Leur réussite ou leur échec professionnels doivent être pris en compte. Pourquoi, par exemple, comme le propose Alfred Sauvy ne pas décomposer le salaire en deux sommes ? L'une d'elles serait versée à l'enseignant uniquement sur des critères d'ancienneté. Mais l'autre tiendrait compte de son travail et des résultats obtenus. Il suffirait que cette dernière somme représente un quart ou un tiers du salaire total pour inciter nombre d'enseignants à se dépasser. Par ailleurs, nous l'avons vu, la remise en question du cadre horaire habituel peut amener l'enseignant à faire beaucoup plus de temps de présence que maintenant.

Enfin et surtout le risque de sclérose professionnelle doit être combattu. Il peut l'être de diverses manières: c'est ainsi que l'on pourrait multiplier les postes à mi-temps, l'enseignant se partageant alors entre ses cours et par exemple un travail à la Maison des Jeunes et de la Culture ou dans une entreprise de façon à garder en permanence le contact avec le monde extérieur.

En échange de ces bouleversements qui ne manqueront pas au départ de faire hurler les syndicats, les enseignants auront la joie de faire un travail moins stérile que maintenant. Ajoutons que le surcroît de responsabilités et la moindre stabilité de carrière doivent se payer et qu'une politique de hauts salaires devra en conséquence être pratiquée.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Telle est l'esquisse non pas de la réforme idéale de l'enseignement - il n'y en a pas - mais d'une des réformes possibles. Ne nous cachons pas les obstacles qu'elle aura à franchir: elle suppose un changement d'état d'esprit chez les enseignants aussi bien qu'une participation des travailleurs à la gestion de leurs entreprises, une transformation du cadre de vie urbain aussi bien qu'une remise en question du principe selon lequel seules les études faites durant l'enfance et l'adolescence ont valeur formatrice.

Que d'opposants dérangés dans leur routine elle susciterait ! C'est dire que l'Etat pour la mettre en oeuvre ou plus exactement pour la faire réaliser par les corps intermédiaires devra faire preuve à la fois de patience - il faudra ménager des étapes - et d'énergie. Encore faut-il un minimum de continuité à la tête de cet Etat. La réforme du système éducatif travail d'Hercule ? Peut-être. Tâche capétienne ? Sûrement !

Jean-Pierre LEBEL

## L'ÉCONOMIE SAUVAGE

### LA RELIGION DU LIBERALISME MENACÉE PAR UN HÉRÉTIQUE

Il faut brûler l'auteur !

Dans un manuscrit qui circule sous le manteau (1), Monsieur Jacques BEAUME, d'une plume trempée au vitriol, s'attaque aux dogmes les plus sacrés de notre foi libérale avancée. ("avancée comme un camembert douteux" précise l'insolent hérétique) (1).

Qui s'érigera en grand inquisiteur pour défendre les croyances du système libéral ? Les chefs d'accusation ne manquent pourtant pas pour justifier la censure et la mise à l'index de l'ouvrage.

#### 1 - RENIEMENT DES DOGMES DU LIBRE-ÉCHANGISME ET DE LEURS FRUITS LES PLUS JUTEUX, CEUX DE NOTRE TRAITE DE ROME, SOMME ÉCONOMIQUE CÉLÈBRE PAR TOUS LES GRANDS-PRETRÉS DU PROGRES.

Le rapide essor de notre économie depuis la guerre n'aurait pas de rapport évident avec la mise en place du Traité, bien qu'on nous ait mille et mille fois répété que nous avions l'ardente obligation d'avaloir les "preuves" chiffrées de la relation de cause à effet entre Marché Commun et Développement.

Le protectionisme douanier ne serait pas nécessairement bête et méchant, et les États-Unis nous en donneraient la preuve tous les jours.

Le Marché Commun serait "un échec criant" tant sur le plan industriel qu'agricole. Des accusations de tricherie sont lancées, très précises, à l'encontre de nos bons et loyaux partenaires, à commencer par la perfide Albion (pourtant renommée pour son "fair-play" !)

Le système engendré par le libre-échange est qualifié "d'économie sauvage", et il semblerait même (qui peut y croire ?) que la loi du plus fort donne libre cours à l'impérialisme germano-américain, dénoncé avec un certain luxe de détails.

On rappelle, notamment, que les accords du GATT nous soumettent à l'invasion des produits américains tandis que des règlements "anodins" tels que le "Buy American Act" et l'"American Selling Price" barrent radicalement le marché des États-Unis aux produits étrangers jugés excessivement compétitifs.

(1) "L'Économie Sauvage" par Jacques BEAUME -  
préface de Bertrand RENOUVIN (à paraître)

De fil en aiguille le dollar (as good as gold) en est arrivé à se substituer à l'or ; ne pouvant plus être remboursés aux Européens, les dollars ont engendré cette pollution monétaire que sont les euro-dollars, qualifiés par l'auteur de monnaie de singe. Système malhonnête et inflationniste : contrairement aux affirmations courantes, l'inflation ne viendrait donc pas du pétrole mais de cette marée de dollars non remboursables permettant à nos bons alliés de nous conquérir sans se "fouler". Bref les Américains sont de grands enfants dont il faut se méfier

Quant à cette brave Allemagne de Bonn, tirée du gouffre par l'aide massive américaine après 1945 - et par son refus de payer ses dettes de guerre - elle a réussi, remise de la sorte en position dominante (le "miracle" allemand !), à se créer un empire néo-colonial en Suède, Norvège, Suisse et Autriche notamment. S'opposant systématiquement à nos intérêts agricoles dans les marchandages bruxellois, la R.F.A. s'apprêterait à laisser couler notre sidérurgie sous les coups de la concurrence japonaise, retardant les décisions défensives communautaires jusqu'au moment où seule la sidérurgie allemande resterait en lice : c'est alors, et alors seulement, que le Japon serait prié d'aller vendre ailleurs ses excédents.

Et les multinationales ? Issues d'un processus analysé avec précision par l'auteur, elles sont devenues des états dans l'Etat et menacent notre indépendance économique et politique et même notre cadre de vie. Comment ne pas se souvenir, en songeant à ces robustes empires, des hymnes à la liberté développés par Ceyrac, sacré "patron des patrons", dans ses inoubliables "dossiers de l'économie de liberté". Ah ! que les gens sont mauvaise langue !

## 2 - PROPOS "LIBERTINS" A L'EGARD DU DIEU-ARGENT, DE SES FIDELES ET DE SES TEMPLES.

D'où vient la fortune des gens fortunés ? Réponse : de leur fortune initiale ! On ne travaille pas, on fait travailler ses capitaux.

Et tous ces cadres brillants, dynamiques et sans fortune ?

Ils sont soumis en toute chose aux détenteurs de la fortune, ne serait-ce que par la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'atteindre le "standing" toujours hors de portée que leur imposent les images pieuses du prêche publicitaire. Ces forçats peuvent avoir la campagne en horreur, il leur "faut" néanmoins avoir une résidence secondaire quitte à s'y enfermer le "week-end" sans mettre le nez dehors. S'ils se rebellaient ils s'apercevraient, du reste, que le temple de la Bourse n'est pas fait pour accueillir leurs velléités d'épargnants minables.

Exploités, humiliés, aliénés, les cadres se défoulent parfois grâce aux astuces des "frais généraux" de leur entreprise. Là-dessus l'auteur s'épanche abondamment (comme quelqu'un qui connaît) du massage thaïlandais, aux parties de golf avec le patron, en passant par les voyages de "prospection" au Brésil.

L'entreprise est une grande famille. Mais pourquoi si grande ? Le gigantisme est-il le fait des entreprises bien gérées ? Et pourquoi l'entreprise est-elle une "famille", particulièrement accaparante d'ailleurs et qui ne tolère guère la "vie de famille" (l'autre) ? Le cadre finit par connaître mieux sa secrétaire que son épouse : c'est normal, il vit avec. Quant aux guerres de clans !...

3 - ATTEINTE A LA REPUTATION DES PLUS ARDENTS ZELATEURS DE NOS CROYANCES : CES OISEAUX RARES SORTIS D'HEC, ESSEC, SCIENCES-PO ET AUTRES PRESTIGIEUX SEMINAIRES, ARMÉS DE SAVOIR ET DE PUISSANCE (croient-ils)

Ces hommes qui "foncent", l'attaché-case au poing, que savent-ils ? Ils connaissent les prix de revient (que personne pourtant ne peut vraiment cerner), un peu de comptabilité (qui reflète tout ce qu'on veut sauf la situation réelle de l'entreprise). Mais surtout ils en savent assez pour "lire les pages économiques du Monde et briller devant le conseil en recrutement" et faire à l'occasion de la dynamique de groupe. Sans compétence, le cadre supérieur peut changer sans cesse et monter, contrairement à l'O.S. dont la machine a besoin. Et puis il connaît le jargon : "cash-flow", "management", "marketing", "gestion financière", bref, tout cet amalgame "d'improvisation, de fantaisie, de gaspillage et d'esbrouffe" déjà décrit par René Victor PIHLES, et que la crise économique a mis à nu.

Car "les meilleures affaires se traitent dans les dîners en ville, dans les bars de Saint-Tropez ou dans les salons de massage thaïlandais" Pour bien "manger" il suffisait naguère de ne pas dépasser le budget et d'atteindre l'objectif (par tous les moyens d'évaluation ou de maquillage imaginables) ; là encore la crise a montré que c'était la croissance et non le "management" qui faisait tourner l'entreprise. On peut quand même s'en tirer si l'on sait "démolir ses petits camarades" et faire comprendre au patron "qu'on le soutiendra dans les coups les plus durs, c'est à dire les plus malhonnêtes"

Les croisés du libre-échange ont-ils au moins la "puissance" le "pouvoir" dont ils rêvent et qui les fait courir ?

On croit posséder le pouvoir mais on fuit la décision, par le biais de la collégialité. On peut d'ailleurs "se faire vider à la suite d'un règlement de compte ou à cause d'une cessation d'activité, donc par manque de chance et faute de protection". Le PDG lui-même, à part dans quelques cas, est limité le plus souvent à des tâches de gestion ; ses seuls pouvoirs réels sont de déplacer les personnes (d'où l'importance qu'il y a à être bien avec la secrétaire du patron.) et aussi le pouvoir de toucher des "commissions". Si cela suffit à lui tourner la tête il oublie ses limites ; mais le conseil d'administration les lui rappellera à l'occasion : ce sont les groupes financiers qui tirent les ficelles.

Les groupes financiers absorbent, revendent selon leurs objectifs propres qui ne sont "ni industriels, ni nationaux, ni sociaux". C'est "l'universel abstrait" de Philippe NEMO, où la liberté d'entreprendre est de plus en plus mythique.

#### 4 - SOUS-ENTENDUS SOURNOIS SUR L'INNEFFICACITE DE NOS MOYENS DE DEFENSE ECONOMIQUE ET LES TENDANCES TOTALITAIRES DE NOTRE "SYSTEME"

"Les libéraux n'aiment pas l'Etat" ; les gêne-t-il tant ? Certes la jungle bureaucratique et la démagogie électorale ont leurs pesanteurs. Pourtant les technocrates énarchistes ou autres ont réussi à coloniser le Pouvoir, à la faveur, d'abord, de l'instabilité ministérielle des IIIe et IVe Républiques (ils étaient la continuité) puis en s'incrutant dans l'appareil de la Ve, poussés par les groupes financiers (ce fut l'époque des grandes concentrations et les "économies d'échelle"). Le projet industriel de Pompidou laissant au second plan les nécessités de la défense économique au profit de la croissance à tout prix, les parvenus de l'U.D.R. céderont bientôt la place au clan giscardien, clan des grandes fortunes auquel la richesse héréditaire avait épargné les grands scandales qui avaient sali les "copains et les coquins".

En somme, l'industrie laisse la place à l'argent seul, et le libéralisme pur et nu s'avance avec ses concepts d'équilibre (conservateur) et de changement ; le changement n'étant autre que la main-mise sur le pouvoir par la nouvelle caste financière, celle qui ne s'intéresse plus à l'investissement industriel mais à l'investissement libre et sans contrainte partout où l'argent appelle l'argent, sans souci d'utilité publique. D'où la dissolution de plus en plus accentuée des communautés ou des simples relations humaines : ni nation, ni région, ni famille, plus d'attaches ; et l'angoisse "marché juteux pour les psychologues, les psychiatres et les psychanalystes" (et les tranquilisants). Une seule issue : casser le système en commençant par "détruire le pouvoir financier"

#### 5 - "DELIRES" SUR LA NATIONALISATION ET L'"ECONOMIE D'ENTENTE"

La nationalisation peut-elle représenter une première ébauche de solution pour casser le pouvoir financier ? S'il est vrai qu'on observe la même pagaille dans les entreprises nationalisées que dans les grands groupes privés, à quoi bon ? Mais à quoi bon aussi crier haro sur le secteur national qui a au moins l'avantage de permettre la défense des secteurs menacés et la protection des salariés.

La nationalisation peut favoriser l'essor d'une industrie de pointe, le développement d'une région, le contrôle des circuits financiers : c'est la révolution au sommet. A la base on peut tenter de favoriser l'esprit auto-gestionnaire avec ses conséquences positives pour l'individu.

Globalement cependant, Etat, industriels, individus ne peuvent évoluer vers une économie d'entente sur des bases consenties que si les différents partenaires peuvent participer à la défense de leurs propres intérêts, et si le jeu de la France vis à vis de l'Etranger est bien mené, l'Etat et les entreprises ayant une politique concertée vis à vis du Tiers Monde et des grandes puissances.

En définitive c'est une philosophie économique plus proche de l'homme qu'il faudra promouvoir, tenant compte de ce que ce n'est pas l'argent qui produit ni consomme. Le retour à la nature étant utopique, mieux vaut utiliser le progrès technique autrement plutôt que le rejeter. Le progrès donnant de plus en plus la possibilité de déconcentrer les activités il faut sortir des formules traditionnelles et inventer de nouvelles structures juridiques d'entreprise permettant une libération vis à vis des groupes capitalistes, et la "redéfinition des finalités de l'entreprise par la participation de tous ceux qui y travaillent". On pourrait alors parler sans rire de "changer la vie", et, de plus, la vie pourrait effectivement commencer de changer.

+ +  
+

Il faut lire, et plus encore faire connaître, dès sa parution, ce petit "pavé" de Jacques BEAUME, dont la sortie est prochaine. Il est de nature à contribuer assez largement à un grand mouvement de remise en cause de notre Société libérale (avancée)

Jean LIMOUSIN



Q - Qui sont les "nouveaux philosophes" ?

R - Pour répondre à cette question, il faut d'abord se demander : "d'où viennent-ils ?". Ce sont pour la plupart des anciens de l'Union des Etudiants communistes (U.E.C.) - qui regroupait au sein du Parti communiste après la guerre d'Algérie des éléments très brillants, de plus en plus mal à l'aise devant l'évolution du "Parti de la classe ouvrière". Ils sont déçus de l'abandon de la voie révolutionnaire pour l'intégration de fait du Parti au cycle de prospérité de la société industrielle dont les travailleurs commencent à percevoir les fruits.

Pour sortir de cette contradiction, ces jeunes intelligences vont chercher à s'échapper en rêvant la révolution authentique. Ils se diviseront schématiquement en trois familles : les "trotskystes" reprenant la tradition de critique du stalinisme, les "althussériens" séduits par ce professeur de Normale Sup présentant le marxisme comme "la Science" dans une belle construction intellectuelle, enfin les "tiers-mondistes" tournés vers Cuba ou "l'anti-révisionnisme" chinois revenant théoriquement à la ligne pure de la révolution. Tous rêvent à un nouveau sésame de la révolution, certains ont même invités en Chine à l'occasion de la "révolution culturelle" - qui sortirait la classe ouvrière des délices de l'expansion pour la rendre à sa vocation révolutionnaire.

Q - Quelle est leur attitude en "Mai 68" ?

R - Le plus curieux dans cette affaire est que cette pensée close sur elle-même va amener "Mai 68". Tous ces jeunes militent énormément, en particulier au sein des "Comités Vietnam" qui accentuent le divorce avec l'U.E.C. : d'une part, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (J.C.R. trotskyste, les frères Krivine), de l'autre l'UJCM (maoïste). Aucun rapport entre ces mouvements "durs" et la tradition anarchiste reprise par Cohn-Bendit à travers le "Mouvement du 22 Mars". Les anarchistes se moquent bien des schémas purement intellectuels de la ligne "dure" qui le leur rend bien en boudant les barricades considérées comme un anachronisme.

La coloration authentique de Mai 68 apportée par les anarchistes vient de ce que cette secousse a montré pour la première fois la crise de la Société industrielle : dans une société courant à la prospérité au cours des années 1954-68, dans l'optimisme d'un développement

mécanique illimité (cf. Fourastié) et nullement gêné dans la mesure où la décolonisation est achevée, "Mai 68" vient contredire ces certitudes à travers ses thèmes existentiels qui annoncent le retour du tragique, du surréalisme, de l'utopie et de la fête. Cette immense psychanalyse sociale échappe à la science althussérienne et les tenants de ces schémas s'en arrachent les cheveux.

Q - Pourtant les "maos" ne sont-ils pas allés à la rencontre des problèmes concrets des gens ?

R - Oui, mais c'est toute une évolution après "Mai 68". Ces jeunes sont intelligents : ne pouvant plus occulter la part vivante de "Mai 68", ils tentent un rapprochement entre la théorie et les soucis existentiels. D'où la "Gauche prolétarienne" avec ses contradictions : d'un côté la violence des luttes (séquestration de patrons, bagarres) de l'autre, le souci de rencontrer la vie telle qu'elle existe à l'usine ou dans la mégalo. La grande époque est celle de l'assassinat d'Overney, de l'emprisonnement de Geismar, Le Bris et Le Dantec.

Parce que les résultats ne seront pas à la hauteur de l'effort militant, le mouvement va s'épuiser et le journal "la Cause du Peuple" disparaître. D'ailleurs, la "liquidation" de Lin Biao sonne le glas des espoirs mis dans la révolution culturelle chinoise (...en attendant les aventures de la "bande des quatre"). En même temps apparaissent le phénomène Soljénitsyne et les dissidents soviétiques qui révèlent l'atrocité de l'Archipel du Goulag. C'est de là qu'est partie la "nouvelle philosophie".

Q - Vous voulez parler de Glucksmann...

R - Entre autres. Dans "la Cuisinière et le mangeur d'hommes" Glucksmann déclenche une très violente attaque contre ce qu'il appelle les "crétins théoriques" : avec la théorie pure, on peut arriver à défendre l'horreur du Goulag. Pour Glucksmann, le marxisme vient accélérer brutalement l'horreur et le totalitarisme qu'il fait d'ailleurs remonter - sous l'influence de Foucault - à la monarchie administrative de Louis XIV.

Glucksmann approfondira l'analyse des idéologies en mettant en cause les quatre "grands" de la pensée allemande : Fichte, Hegel, Marx, Nietzsche - dans son livre les Maîtres penseurs : pour lui, le mal est surtout venu de la révolution française et du mythe de la "révolution". Puisque c'est la bourgeoisie qui a récolté le bénéfice du soulèvement révolutionnaire, les Maîtres penseurs indiquent grâce à leur science comment faire une meilleure révolution. D'où l'idée de la "maîtrise de l'histoire", de ceux qui connaissent le secret des mécanismes historiques. C'est en Allemagne que cette pensée s'est développée.

Q - Cette idée de "maîtrise" est fréquente chez les "nouveaux philosophes".

R - En fait les nouveaux philosophes - qui vont désormais s'exprimer à travers la collection fondée par Bernard-Henry Lévy chez Grasset - sont tributaires des apports philosophiques récents dont il faut dire un mot ici. De la même façon que Glucksmann a été marqué par l'oeuvre de Poucault, Lardreau et Jambet auteurs de l'Ange raisonnent dans les intuitions de Lacan qu'on pourrait qualifier de "freudisme intelligent". Pour le pessimisme absolu de cet auteur, on ne peut échapper à la fameuse figure du Maître contre lequel va s'insurger la nouvelle philosophie. En opposition avec Lacan un autre courant dit de la "révolution du désir" s'ingénie à déstructurer tout ce qui empêche le désir. Il s'agit de Deleuze et Guattari dans l'Anti-Oedipe remettant en cause le triangle oedipéen, ou de Lyotard : briser toutes les structures qui endiguent ou "territorialisent" le désir. Inversement, Lacan pense que le refoulement est constitutif du désir, sa propre loi ainsi que le montre très bien Freud, ce "vieux répressif". Pourquoi fait-on la révolution ? Pour se débarrasser du Maître ? Non, dit Lacan la révolution sexuelle est un piège, le travail est aliénant par nature.

Jambet et Lardreau vont-ils se laisser enfermer dans ce pessimisme ? Non, car il reste la figure de l'Ange symbole de la transcendance, du dépassement. Seules, deux révolutions ont voulu s'opposer à la "Maîtrise" : d'une part les Pères du Désert assumant authentiquement la révolution chrétienne par le refus de la sexualité (pouvant aller jusqu'à la mutilation volontaire chez Origène) et du travail (le stylite isolé sur sa colonne dans le désert); d'autre part, la révolution culturelle maoïste. Deux livres parallèles : "Le Singe d'or" (Lardreau) sur la révolution chinoise et "L'apologie de Platon" où Jambet reprend ses thèmes de manière plus philosophique. Une critique : cette pensée dualiste voit un monde soit complètement noir, soit angélique, et décolle trop de la réalité. On peut y discerner cependant un lent cheminement vers le christianisme.

Q - Quel est l'intérêt d'une telle réflexion?

R - D'abord de faire sortir l'intelligence des concepts de la pensée allemande qui "bétonnait" toute réflexion. Au fond, les pensées idéalistes sont nihilistes : en perdant le mystère de l'homme et des secrets de l'univers, elle dépoétise le monde par un sur-rationalisme qui tente de faire rentrer la pensée dans une ronde logique. Par une simple technique la maîtresse science va faire évoluer les choses. En contrepartie s'organisera une société totalitaire et bureaucratique avec l'Etat pour centre.

Jambet et Lardreau abandonnent l'idéalisme pour la découverte d'une mystique sans Dieu qui rende à l'homme sa transcendance. Glucksmann s'en tire par un retour à l'"Unique" c'est-à-dire à la personne qui revendique pour elle-même le personnage de Matriona dans l'Archipel du

Goulag. Clavel me disait récemment qu'une seule alternative s'imposait à Glucksmann : ou bien il se rendra à la transcendance ou bien il s'enlisera dans une philosophie de la résistance, sorte de théorisation de l'anarchisme et de la marginalité (figures du Chouan ou du juif errant qui ne rentrent pas dans le cadre bureaucratique).

Si l'on va au bout des choses, on s'aperçoit vite que ce qui fonde la résistance est un personnalisme absolu. L'humanisme des pensées idéalistes faisait de l'homme une idole, puis un sujet sans intérêt placé dans les structures vides de l'intelligence. Une philosophie de la résistance a besoin d'un fondement. Glucksmann ne l'a pas encore découvert, à la différence d'un Soljénitsyne et bien sûr d'un penseur chrétien comme Maurice Clavel.

Q - Et Bernard-Henry Lévy ?

R - Dans la "Barbarie à visage humain", B.H. Lévy développe aussi dans la première partie les thèmes de l'Ange mais de façon pessimiste absolue : on ne peut jamais s'en sortir face à la Maîtrise de la langue (nous sommes, par exemple, prisonniers par la syntaxe) et de toute structure politique ; dans la deuxième partie, il montre que la mort du sacré et le déclin du christianisme ont permis les horreurs aboutissant à l'enfer du Goulag dont Soljénitsyne est le Dante. Notons aussi les thèmes heideggeriens sur la société industrielle et la volonté de puissance ainsi que sur le marxisme destructeur de la pensée ouvrière. Lévy fait un constat. Si on peut s'en sortir, dit-il, c'est par une "morale provisoire", sorte de "Torah" sans référence à Dieu. Sinon, c'est la barbarie.

Q - Alors vint Maurice Clavel...

R - C'est là qu'intervient la personnalité de Clavel. Rappelons brièvement son cheminement intellectuel depuis mai 68. Dans "Qui est aliéné ?" Clavel essaie de montrer que le soulèvement de la vie et de l'esprit de Mai 68 correspond à une manifestation de Dieu alors que personne ne s'en apercevait, comme un "refoulé non révélé". Dans "Ce que je crois" il rappelle sa conversion totale qui l'a guéri de sa propre névrose, conversion qui peut être conductrice d'autres conversions et dont le mécanisme peut se reproduire dans la société.

Mais, ajoute-t-il dans "Dieu est Dieu, nom de Dieu", l'Eglise fait tout le contraire. D'où la catastrophe. Le Concile s'est trompé. En croyant s'ouvrir sur le monde, il a rejoint le camp de la société industrielle qui débouche sur la volonté de puissance et le néant spirituel. O surprise : dans le journal "Le Monde", Le Bris défend

"Ce que je crois" et Glucksmann "Dieu est Dieu, nom de Dieu". Et pourtant ces garçons ne sont pas chrétiens.

Q - Comment se fait la jonction entre la nouvelle philosophie et le christianisme , ?

Au cours d'une réunion de "nouveaux philosophes" autour de Clavel, l'objection de tous était la même : "tu es chrétien, c'est la réponse à la transcendance ; mais nous ?" Alors que quelqu'un évoquait le nom de Socrate, Clavel saisit immédiatement l'occasion. D'où "Nous l'avons tous tué, ce juif de Socrate". Pourquoi ? Parce que la personne de Socrate préfigure le Christ dans sa manière de secouer la bonne conscience. La société grecque par sa culture possède cette originalité de vivre à la lisière du divin : d'où le tragique pour qui tout acte humain surplombe un abîme, se réfère à la transcendance ; mais aussi le défoulement par la comédie pour revenir à une société mesurée, où l'on vit bien, sans "rien de trop". Socrate est du côté du divin. Bien qu'il soit à l'origine un sophiste, le problème n'est pas tant d'avoir raison que de replacer l'individu devant lui-même. Evidemment, il est parfois dur d'être renvoyé à soi-même, et c'est par irritation que les Grecs le condamneront à mort.

De même dans sa lettre ouverte à Glucksmann, "Deux siècles chez Lucifer", Clavel s'accorde sur la dénonciation du formidable orgueil des Maîtres penseurs mais explique que c'est parce qu'ils ont voulu remplacer Dieu. A Glucksmann qui dit "C'est la faute à la raison et à l'Etat" Clavel répond que seule la foi permet de résister au totalitarisme : abandonnons la pensée des Lumières mais revenons à la foi. Mais le kantisme de Clavel ne gêne un peu. Pour lui, la raison humaine est radicalement fermée à la métaphysique et la référence à la révélation exige un pur acte de foi. Il manque une analyse de ce qu'est véritablement le pouvoir, l'autorité, pour répondre aux nouveaux philosophes sur leur terrain. C'est cette analyse du pouvoir que va apporter Pierre Boutang.

Q - "Reprendre le pouvoir" ... ?

C'est la véritable réponse. Pierre Boutang va étudier le phénomène du souverain à partir de la relation père-enfant. Le souverain est d'abord l'expérience première de l'enfant envers l'adulte, le plus grand, celui qui sait. C'est aussi le soupçon de l'adolescent envers son père. Pour comprendre la traduction de ce phénomène au niveau social, il faut observer la vie des hommes tels qu'ils sont et non imaginer des hommes a priori égaux, liés par un contrat à la manière de

Rousseau. Sinon on perd le caractère concret et immédiat de la vie en société et on sombre dans le totalitarisme. Boutang approfondit la dialectique du pouvoir : au lieu d'y voir comme Lacan une domination pure et simple, il aperçoit un souverain en face d'un peuple qui réagit et dont il est comptable des intérêts.

L'analyse du phénomène du souverain montre déjà qu'il y a deux partenaires : le souverain et le peuple, et que ces volontés ne sont pas forcément en désaccord mais peuvent être en coopération. Pierre Boutang va essayer d'approfondir : le pouvoir est un composé. Il se réfère aux règles de la composition de l'être, étudiées par exemple par Platon dans le "Philèbe" (\*) Quels sont les éléments du pouvoir ? Ce sont autant de règles du jeu auquel jouent les deux partenaires.

Il y a trois éléments qui constituent en un ordre précis le pouvoir : la légitimité, le consentement populaire et l'autorité. La légitimité est l'idée de bien commun qui fonde le pouvoir, le consentement est l'avis (ou le soupçon) populaire et puis l'autorité ce qui se manifeste concrètement. Le souverain est déterminé par l'idée de bien commun : cet élément entre en composition avec un indéterminé, le consentement populaire. Une décision est reçue par un peuple, plus ou moins bien selon le bien fondé de la décision. Et la réalité, le mixte, c'est l'autorité.

Du côté du peuple ce qui est premier, c'est l'autorité concrète ; j'obéis parce que j'en ressens la nécessité pratique. L'indétermination vient de l'intelligence du peuple : le soupçon consiste à se demander si cette décision est conforme au bien commun donc à l'idée de légitimité. L'indéterminé est la légitimité dans ce cas-là. Le mixte pour le peuple est le consentement, donner concrètement son avis face à la nécessité pratique de l'autorité.

Quel est l'intérêt de ce schéma ? D'abord de montrer aux "nouveaux philosophes" que l'autorité n'est pas un phénomène simple mais subtil, défini par des règles certes mais obligé de mettre en accord des libertés qui dialoguent. Ensuite de dire que lorsqu'on n'obéit pas à ces règles, nous tombons sur des types de faux pouvoirs : l'anarchie ou le despotisme lorsque l'ordre de composition est brisé, lorsque l'élément d'indétermination remplace la détermination. Par exemple, lorsque le consentement populaire remplace l'autorité ou l'inverse, il n'y a plus d'ordre constituant. C'est la catastrophe politique.

Insistons sur un deuxième thème de ce livre qui rejoint les préoccupations des "nouveaux philosophes" : la modification chrétienne du pouvoir. Le pouvoir est de l'ordre de la nature sociale. Le christianisme joue-t-il un rôle sur lui ? Pour un chrétien, la nature ne tient pas toute seule. La faille : la volonté de puissance du despotisme ou la liberté égoïste de la tentation anarchiste. Les règles du

pouvoir seront toujours entamées par la mauvaise volonté des uns et des autres. Les garanties constitutionnelles existent. Mais le christianisme intervient pour modifier le pouvoir, le transformer de l'intérieur sans l'abolir.

Boutang reprend l'apport d'Urs Von Balthasar. L'idée théologique fondamentale est celle de la "kénose" : le Christ de condition divine a pris une condition d'esclave (référence à un texte de Saint Paul aux Philippiens), s'est vidé aux yeux des hommes de sa divinité. C'est le paradoxe du Dieu qui abandonne sa condition divine pour mourir de la façon la plus ignominieuse et dans laquelle réside pourtant la rédemption et la résurrection.

Il y a une imitation christique du Prince chrétien conforme à la "kénose". Le prince chrétien doit savoir donner sa vie pour ceux qu'il aime. D'ailleurs Olivier Clément montre qu'en Russie une tradition voulait que le roi soit appelé à mourir martyr. Il y a une fonction sacrificielle. Le Prince est aussi le premier des serviteurs de tous : il n'est fait que de ce service conforme au bien populaire. Enfin la dimension d'amour : suprême preuve d'amour oblatif. C'est le seul frein, le seul contrefeu au phénomène de volonté de puissance. Boutang a quelques formules ironiques lorsqu'il compare les confesseurs jésuites de Louis XIV aux psychanalystes du Président Giscard d'Estaing : il y a une idée qui rapproche mais les deux phénomènes sont d'une essence différente. La modification chrétienne du pouvoir est la seule manière de lutter contre la volonté de puissance sans dissoudre l'autorité mais en l'amenant à un certain idéal de perfection.

Entretien avec Gérard Leclerc  
Cellule Philosophie

- (\*) L'homme par exemple est un mélange de détermination et d'indétermination : il reste le même (déterminé) tout en vieillissant donc en devenant différent (indéterminé). L'homme est un mixte.



Quelle voie possible ?

Etre royaliste c'est développer un certain nombre d'idées qui prouvent notre passion du présent et ces journées des 29 et 30 avril en sont un vivant témoignage.

Certains d'entre nous ont décidé d'illustrer d'avantage leur vie militante par une action syndicale au service des autres, de la justice et des libertés. Car l'entreprise est le lieu privilégié où s'affrontent les partenaires sociaux.

Au sein de la cellule SYNDICALISME ET TRAVAIL nous essayons, non pas d'établir une doctrine, mais de tracer certains axes de réflexion et d'action en marquant tout d'abord nos refus :

- refus du monde de l'argent et de la pratique de l'usure
- refus de la société de consommation qui manipule plus qu'elle ne libère
- refus d'un urbanisme qui mutilé la nature et isole l'homme
- refus du dogmatisme et du sectarisme.

Il nous faut dépasser le capitalisme, montrer en quoi le libéralisme économique est une oeuvre de guerre civile.

Alors le marxisme ? Evidemment non, car nous savons qu'il est le totalitarisme le plus brutal. Il faut sortir de ce clivage capitalisme-communisme, ces solutions du passé doivent nous servir d'expériences et non plus de références.

Alors quelle autre voie possible ? La "troisième voie", celle de l'association capital-travail ? L'expérience montre bien qu'à part un paternalisme bon teint le C.N.P.F. se refuse à toute concession.

Car il faut qu'il y ait concession -partage du pouvoir.

L'autogestion ? Pourquoi pas ? C'est une idée qui a fait son chemin à la C.F.D.T. bien sûr, mais aussi chez les royalistes de la N.A.F.

Car prendre son destin en mains, comme le prône le projet autogestionnaire, n'est-ce pas le propre de notre combat politique ?

## LE LYS ROUGE

17 rue des Petits-Champs PARIS 75001  
 directeur de la publication : Yvan Aumont  
 imprimé par nos soins

## BULLETIN D'ABONNEMENT AU LYS ROUGE

Nom :

Prénom

Adresse :

Profession :

Je souscris un abonnement normal (20 F) -de soutien (50 F)- qui me donne droit au 4 numéros du Lys Rouge qui paraîtront après le n° 3.

C.C.P. NAF 193 - 14 Z PARIS